



RAPPORT PREALABLE AU DEBAT SUR LES ORIENTATIONS DU BUDGET 2024



SOMMAIRE

| | | |
|-------------|---|-----------|
| I. | LES EVOLUTIONS PREVISIONNELLES DES RECETTES ET DEPENSES DE LA COLLECTIVITE | 5 |
| A. | LES RESSOURCES DE LA COLLECTIVITE | 5 |
| a. | Les Concours Financiers | 5 |
| b. | La Fiscalité..... | 5 |
| c. | La Tarification | 6 |
| d. | Les Subventions et participations..... | 7 |
| B. | LES DEPENSES DE LA COLLECTIVITE | 7 |
| a. | Les charges de Fonctionnement..... | 8 |
| b. | Les dépenses de personnel | 8 |
| c. | Les Épargnes | 13 |
| II. | OPERATIONS PREVISIONNELLES D'INVESTISSEMENT ET AUTORISATIONS DE PROGRAMME ENVISAGEES | 15 |
| III. | STRUCTURE ET GESTION DE LA DETTE | 18 |
| IV. | SYNTHESE | 22 |



Le **Débat d'Orientations Budgétaires**, organisé dans un délai de deux mois avant l'examen du Budget, a pour objectif de nous permettre de débattre sur les projets de l'année à venir. Ce rapport doit faire mention des engagements pluriannuels envisagés, de la structure et gestion de la dette, mais aussi, présenter la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs, préciser l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. (Articles R. 2312-2 et D. 2312-3 du code général des collectivités territoriales).

En ce qui concerne les actions de coopération, le Syndicat continuera, pour l'année 2024, de réaliser des prestations pour le compte du « Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon » (SMPBA).

En investissement, l'année 2024 verra le commencement de grands travaux, tels que :

- la mise en œuvre du programme se rapportant au nettoyage du Domaine Public Maritime (DPM), la réhabilitation des friches, la restauration des vasières et le maintien du potentiel ostréicole, qui débutera en 2024. Par le biais d'une autorisation de programme, le SIBA commencera son plan de charges par la construction des outils nécessaires afin d'atteindre les objectifs fixés ;
- la construction d'une unité de gestion des sédiments de dragage à Césarée sur la Commune de Gujan-Mestras ;
- la construction d'une station d'épuration à Lacanau de Mios, sur la commune de MIOS.

Dans le domaine des instructions budgétaires et comptables, le Syndicat est, depuis l'année 2020, en nomenclature M57 pour son budget principal et son budget annexe du service dragage, et en M49 pour ses budgets annexes des services de l'assainissement collectif et non collectif.

Le Compte Financier Unique (CFU), mis en place depuis 2021, s'est substitué au Compte administratif et au Compte de gestion de tous les budgets du SIBA.

En fonctionnement, pour réaliser les orientations budgétaires 2024, le Syndicat :

- devrait revaloriser, au Budget Principal, la participation de ses membres,
- devrait harmoniser, au budget annexe du service de l'assainissement collectif, les tarifs à l'utilisateur,
- pourrait actualiser au budget annexe du service dragage, le tarif du coût de la drague,
- maintiendrait au budget annexe du service de l'assainissement non collectif, ses tarifs.

POUR MEMOIRE, je vous rappelle que la population syndicale est de 138 983 habitants (population légale de 2020 en vigueur au 1^{er} janvier 2023 – recensement INSEE) et que nous avons voté, en 2023, un Budget Primitif amendé de décisions modificatives à hauteur de **63 054 307,98 €** lequel se décomposait de la façon suivante :

| CONSOLIDATION | Investissement | Fonctionnement | TOTAL |
|--|----------------|----------------|------------------------|
| BUDGET PRINCIPAL | 9 111 472,26 | 11 652 064,16 | 20 763 536,42 € |
| BUDGET ANNEXE DU SERVICE DRAGAGE | 456 029,09 | 692 530,32 | 1 148 559,41 € |
| BUDGET ANNEXE DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF | 26 960 600,00 | 14 072 544,40 | 41 033 144,40 € |
| BUDGET ANNEXE DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF | | 109 067,75 | 109 067,75 € |
| TOTAL GENERAL 2023 | | | 63 054 307,98 € |



Le Budget Principal représente environ 33% du budget total ; il est équilibré en recettes essentiellement par la participation de la COBAS et COBAN.

Le Budget Annexe du Service de l'Assainissement Collectif représente 65% du budget total, il est équilibré principalement avec les recettes des usagers. Pour rappel, un contrat de délégation de service public (DSP), est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2021, pour une période de 6 ans, et a confié l'exploitation des ouvrages à une société dédiée, SB2A, filiale de VEOLIA et portant le nom « ELOA » pour les 10 communes riveraines du Bassin d'Arcachon. Par ailleurs, un autre contrat de DSP est entré en vigueur, au 1^{er} janvier 2022, avec la société SUEZ eau France, pour une exploitation de l'assainissement des communes de Marcheprime et de Mios, pour une durée de 5 ans.

Le Budget Annexe du Service Dragage et le Budget Annexe du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) représentent environ 2%.

Le budget dragage effectue des travaux pour le compte du Budget Principal pour un montant de l'ordre de 500 000 €, et, le Budget du SPANC est basé sur les contrôles des ouvrages d'assainissement autonome.

Je vous propose d'aborder maintenant les perspectives de l'année 2024 selon les directives du décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires.



I. LES EVOLUTIONS PREVISIONNELLES DES RECETTES ET DEPENSES DE LA COLLECTIVITE

A. LES RESSOURCES DE LA COLLECTIVITE

Pour Information, le Syndicat étant une collectivité à fiscalité indirecte, il n'est pas impacté par les mesures du projet de loi des finances 2024 : il ne perçoit aucune dotation de l'État, excepté la dotation générale de décentralisation mentionnée ci-dessous.

a. Les Concours Financiers

➤ Budget principal

Le Syndicat, doté d'un Service Intercommunal d'Hygiène et Santé, perçoit des Services de l'État, une dotation générale de décentralisation d'un montant annuel de **450 000 €** (recette de fonctionnement).

Pour l'exercice 2024, ce montant devrait être reconduit mais les services de l'État ne se prononceront que courant décembre.

Pour mémoire cette dotation a peu évolué, elle est pratiquement la même depuis 2008.

Le SIBA perçoit également le fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) qui constitue le principal financement de l'État aux collectivités territoriales en matière d'investissement. L'assiette des dépenses éligibles de la collectivité est établie au vu du Compte financier unique de 2022. Il existe donc un décalage de deux ans entre la réalisation de la dépense éligible et l'attribution du FCTVA.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, le taux de compensation forfaitaire est de 16,404 % pour les dépenses éligibles.

En recette d'investissement, il sera donc attendu le montant de **991 000 €** au titre de l'année 2022 mais à percevoir en 2024. Pour mémoire, le Syndicat est depuis l'année 2023, en automatisation du FCTVA.

➤ Budget Annexe du Service dragage

Le fonds de compensation de la TVA attendu pour l'année 2024 sera de **21 000 €**.

b. La Fiscalité

Il est rappelé à cette occasion que le Syndicat ne dispose pas de fiscalité directe, contrairement aux communes, à la Communauté d'Agglomération Bassin d'Arcachon Sud et à la Communauté d'Agglomération Bassin d'Arcachon Nord.

Ces collectivités bénéficient de l'augmentation du nombre de contribuables et de la révision des bases, lesquelles constituent d'importants leviers pour la consolidation des produits fiscaux.

Le Syndicat, quant à lui, vote un produit et n'appelle de ses EPCI membres, que des contributions exprimées en euro, sur la base des dispositions financières de ses statuts.



Le calcul de la clé de répartition tient compte de deux critères : la population municipale et la taxe foncière bâtie. Cette participation est réévaluée chaque année et votée par délibération indépendante du Budget.

La COBAS et la COBAN apporteront donc leur contribution au Syndicat sur leur propre budget.

Cette participation des membres du Syndicat pour l'exercice 2024 devrait donc s'élever à **8 920 060 €** en recette de fonctionnement, ce produit augmenterait ainsi de 300 000 € par rapport à celui de 2023.

Il est à noter que les trois budgets Annexes du Service Public de l'Assainissement Collectif, du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) et du Service dragage, sont tous équilibrés en dépenses et recettes, sans aucune subvention en provenance du budget principal.

| ANNEE | PARTICIPATION DES MEMBRES | AUGMENTATION ANNUELLE % | OBSERVATIONS |
|-------|---------------------------|-------------------------|--|
| 2015 | 6 820 060,00 | 5% | "effort supplémentaire sur l'investissement en pluvial" |
| 2016 | 6 820 060,00 | 0% | PAS D'AUGMENTATION EN 2016 |
| 2017 | 6 820 060,00 | 0% | PAS D'AUGMENTATION EN 2017 |
| 2018 | 7 820 060,00 | 15% | "Gestion de la compétence pluviale" effort en fonctionnement |
| 2019 | 7 820 060,00 | 0% | PAS D'AUGMENTATION EN 2019 |
| 2020 | 8 220 060,00 | 5% | Introduction de la COBAN avec 2 communes supplémentaires |
| 2021 | 8 220 060,00 | 0% | PAS D'AUGMENTATION EN 2021 |
| 2022 | 8 220 060,00 | 0% | PAS D'AUGMENTATION EN 2022 |
| 2023 | 8 620 060,00 | 5% | RE-EQUILIBRAGE INFLATION |
| 2024 | 8 920 060,00 | 3% | |

c. La Tarification

➤ Budget annexe du service de l'assainissement collectif

Pour l'année 2024, le total des principales ressources serait de l'ordre de **11 970 000 €**, très légèrement supérieur à 2023 (1,52%) ; en effet, le Syndicat reste prudent sur les recettes de la Participation pour le financement de l'assainissement collectif. Ces ressources se décomposent de la façon suivante :

- la redevance d'assainissement, estimée à **9 440 000 €**, (dont 500 000 € pour Mios et Marcheprime),
- la redevance de l'industriel « SMURFIT KAPPA », estimée à **600 000 €**,
- la redevance de la base aérienne, **30 000 €**,
- la PFAC (participation pour le financement de l'assainissement collectif) est estimée à **1 700 000 €**, participation versée par les particuliers, promoteurs et sociétés en fonction des projets immobiliers.

Il faut également inclure à ces recettes les 200 000 € de la participation des privés pour le raccordement de projets immobiliers (cf. partie d).

Budget annexe du service de l'assainissement non collectif (SPANC)

Pour l'autorité compétente par délégation



Pour rappel, ce budget est non soumis à la TVA, il est en régie simple, doté de la seule autonomie financière.

Ce service a fait l'objet d'une restructuration dans son mode de gestion et ses tarifs ont donc été harmonisés à l'échelle des 12 communes. Par conséquent, la redevance des usagers pour le contrôle de l'assainissement non collectif est estimée à **60 000 €**.

➤ Budget annexe du service de la Drague

Le coût des services de la drague est de **3 200 €**, révisable chaque année, pour une journée avec l'équipage actuel composé de 6 marins ; lorsque certains chantiers nécessitent de compléter l'équipe avec 2 marins supplémentaires, dans ce cas, le tarif à la journée s'élève à 3 500 € révisable.

Cette tarification s'applique dans le cadre de la refacturation de nos prestations maritimes au Budget principal mais également au Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon.

d. Les Subventions et participations**➤ Budget Principal**

En investissement, les recettes espérées provenant des subventions de nos différents partenaires pour 2024 seraient de l'ordre de **900 000 €**.

Pour mémoire, la COBAS s'est vue dotée de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 et l'a transférée au SIBA à la même date. La COBAN a transféré cette compétence au SIBA au 1^{er} janvier 2020.

L'exercice de cette compétence générera des dépenses pour lesquelles le SIBA percevra, auprès de la COBAS et de la COBAN, en fonctionnement, une recette prévisionnelle d'environ **800 000 €**, pour les actions 2024.

➤ Budget annexe de l'assainissement collectif

En fonctionnement, une prévision de recette de l'ordre de **200 000 €** serait envisagée pour le raccordement au réseau public d'assainissement des ouvrages d'opérations immobilières réalisés à l'initiative privée. Cette recette reste dépendante des projets privés.

En investissement, les recettes espérées provenant des subventions de nos différents partenaires pour 2024 seraient de l'ordre de **940 000 €**, (solde des subventions pour l'extension de la station d'épuration de Cazaux et la construction de la station de pompage CP2).

B. LES DEPENSES DE LA COLLECTIVITE

Pour mémoire, les dépenses de fonctionnement tous budgets confondus étaient de 17 410 573 € en 2022 en euros constants ; elles seraient de 17 409 959 € en 2023, soit une sensible baisse (fluctuation des charges à caractère général sur les budgets



annexes). Néanmoins, ces résultats sont susceptibles de varier à l'arrêt des comptes de l'exercice 2023.

a. Les charges de Fonctionnement

Les charges à caractère général (chapitre 011) font l'objet d'une attention particulière par les services du Syndicat. Tous les achats du SIBA font l'objet de consultations publiques adaptées ou formalisées afin de garantir un bon niveau de prestations, mais le Syndicat n'hésite pas aussi à internaliser certaines prestations avec ses agents, (par exemple la dératization depuis 2016 et la démoustication en 2020), afin de réduire ses coûts, améliorer sa pertinence et être en capacité de répondre plus efficacement au besoin.

Pour le Budget Principal, les charges de 2024 seront de l'ordre de **3 504 000€**, elles étaient de **3 704 000 €** en prévisions budgétaires 2023, baisse de 5,40 % par rapport à 2023. En effet, le SIBA avait inscrit en 2023, une dépense supplémentaire de 200 000 € dans le cadre d'un appel à projet relatif à la lutte anti-moustiques, projet qui n'a pas abouti faute d'offres. Cette action ne sera pas réinscrite en 2024.

Pour le Budget Annexe du service assainissement collectif, les charges resteront identiques à celles de 2023. L'inflation et les conditions climatiques de 2021 entre autres, génèrent un surcoût pour l'exploitant ; aussi, un avenant n° 1 pris par délibération le 26 septembre dernier, fixe les thèmes et modalités de calcul afin de réactualiser les charges induites du délégataire, en action depuis le 1^{er} janvier 2021 pour les 10 communes riveraines du Bassin d'Arcachon.

Pour le Budget Annexe du service dragage, il est proposé de contenir les dépenses, en raison de périodes d'inactivités de la drague ; elles seraient de l'ordre de 257 000 € en 2024.

Pour le Budget Annexe du service assainissement non collectif, les charges seront pratiquement identiques à celles de 2023.

Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) afficheront une hausse de l'ordre de 101 000 €, due principalement à l'appel à projet « valorisation des sédiments de dragage pour la restructuration des sols forestiers », en raison du reversement des subventions perçues auprès des différents partenaires pour un montant estimé à 91 000 €. La subvention du Comité des Œuvres Sociales serait de **42 000 €**, les indemnités des élus seront de l'ordre de **125 000 €** pour 2024, identiques à celles de 2023.

b. Les dépenses de personnel

Pour l'année 2023, les charges de personnel ont été revues à la hausse en raison de la revalorisation du point d'indice du 1^{er} juillet 2023 et seuls les départs ont été remplacés.

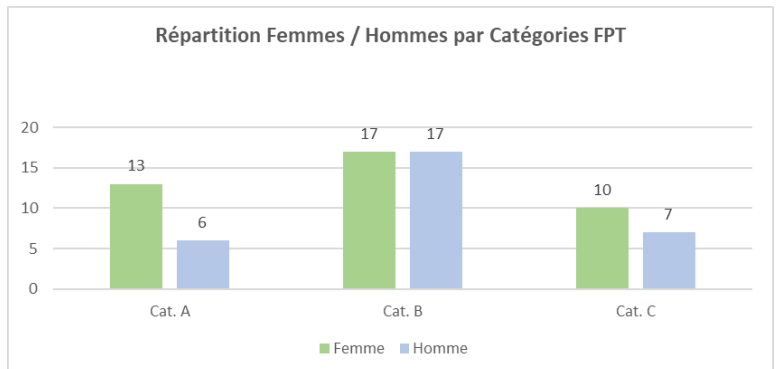
STRUCTURE DES EFFECTIFS

Concernant les agents de la Fonction Publique Territoriale (titulaires, stagiaires et contractuels de droit public), la parité Femme/Homme est relativement respectée : en effet, les femmes représentent 57% de l'effectif, les hommes 43%.



Au 31 décembre 2023, l'effectif du Syndicat (hors marin) est composé de 70 agents (40 femmes et 30 hommes), 44 titulaires et stagiaires, 26 contractuels de droit public dont 24 contractuels permanents et 2 non permanents, répartis hiérarchiquement comme suit :

- Catégorie A : 19 agents (13 femmes et 6 hommes), 27.14%
- Catégorie B : 34 agents (17 femmes et 17 hommes), 48.57%
- Catégorie C : 17 agents (10 femmes et 7 hommes), 24.29%



La filière administrative est composée de 24 agents (20 titulaires et 4 contractuels), soit 34% du nombre d'agents relevant de la Fonction Publique Territoriale et la filière technique de 46 agents (23 titulaires et 23 contractuels), soit 66%. Ci-dessous, une répartition des femmes et des hommes en fonction des filières et des cadres d'emplois.

| FILIERES | Hommes | % | Femmes | % | TOTAL |
|----------------|--------|-------|--------|-------|-------|
| Administrative | 3 | 12,50 | 21 | 87,50 | 24 |
| Technique | 27 | 58,70 | 19 | 41,30 | 46 |
| TOTAL | 30 | 42,86 | 40 | 57,14 | 70 |

| CADRES D'EMPLOIS/Titulaires | Hommes | % | Femmes | % | TOTAL |
|-----------------------------|--------|-------|--------|-------|-------|
| ATTACHES | 1 | 2,27 | 4 | 9,09 | 5 |
| REDACTEURS | 0 | 0,00 | 6 | 13,64 | 6 |
| ADJOINTS ADMINISTRATIFS | 1 | 2,27 | 9 | 20,45 | 10 |
| INGENIEURS EN CHEF | 2 | 4,55 | 0 | 0,00 | 2 |
| INGENIEURS | 1 | 2,27 | 3 | 6,82 | 4 |
| TECHNICIENS | 10 | 22,73 | 2 | 4,55 | 12 |
| AGENTS DE MAÎTRISE | 2 | 4,55 | 0 | 0,00 | 2 |
| ADJOINTS TECHNIQUES | 2 | 4,55 | 1 | 2,27 | 3 |
| TOTAL | 19 | 43,18 | 25 | 56,82 | 44 |

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet 13/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



| CADRES D'EMPLOIS/Contractuels | Hommes | % | Femmes | % | TOTAL |
|-------------------------------|-----------|--------------|-----------|--------------|-----------|
| EMPILOI DIRECTION | 0 | 0,00 | 1 | 3,85 | 1 |
| ATTACHES | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 0 |
| REDACTEURS | 0 | 0,00 | 2 | 7,69 | 2 |
| ADJOINTS ADMINISTRATIFS | 1 | 3,85 | 0 | 0,00 | 1 |
| INGENIEURS EN CHEF | 1 | 3,85 | 1 | 3,85 | 2 |
| INGENIEURS | 1 | 3,85 | 4 | 15,38 | 5 |
| TECHNICIENS | 7 | 26,92 | 7 | 26,92 | 14 |
| AGENTS DE MAÎTRISE | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 0 |
| ADJOINTS TECHNIQUES | 1 | 3,85 | 0 | 0,00 | 1 |
| TOTAL | 11 | 42,31 | 15 | 57,69 | 26 |

A cette analyse s'ajoutent les six marins qui composent, au 31 décembre 2023, le « Service Dragage » de notre collectivité ; pour mémoire, ces agents positionnés en CDI, dépendent du Code du Travail Maritime, le SIBA étant considéré comme « Armateur ».

En prenant en compte ces marins, la parité est presque atteinte puisque les femmes et les hommes représentent respectivement 53% et 47 % de l'effectif global de la collectivité, soit au 31 décembre 2023, 76 agents répertoriés comme suit :

ETAT DU PERSONNEL AU 31 décembre 2023

| AGENTS PAR CATEGORIES | | | | | | | |
|----------------------------|--------------|--------------|--------------|-------------|---------------|--------|--------------|
| Situations Administratives | A | B | C | Autres | TOTAL | % | ETP |
| Titulaires | 11 | 18 | 15 | | 44 | 57,89 | 41,60 |
| Contractuels droit public | 8 | 16 | 2 | | 26 | 34,21 | 26,80 |
| Marins | | | | 6 | 6 | 7,89 | 6,00 |
| TOTAL | 19 | 34 | 17 | 6 | 76 | 100,00 | 74,40 |
| % | 25,00 | 44,74 | 22,37 | 7,89 | 100,00 | | |

Pour mémoire, l'effectif du personnel Syndical était composé de 76 agents au 31 décembre 2022 (43 titulaires et stagiaires, 27 contractuels de droit public et 6 marins).

Comme vous pouvez le constater dans le graphique représenté ci-dessous, la tranche d'âge des « 36 à 50 ans » est la plus représentative de l'effectif de la collectivité.

- 20 à 35 ans, 14 agents soit 18% de l'effectif,
- 36 à 50 ans, 40 agents soit 53%,
- 51 à 60 ans, 17 agents soit 22%.
- > à 60 ans, 5 agents, soit 7%.

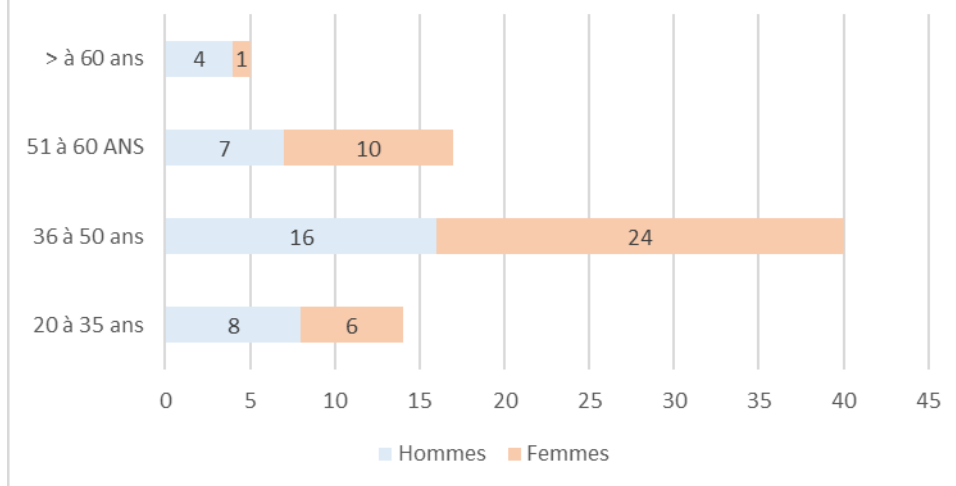
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



Pyramide des Ages au 31/12/2023



La moyenne d'âge des agents de la collectivité est d'environ 44 ans, répartis de la façon suivante :

- pour les titulaires, 48 ans pour les femmes et 47 ans pour les hommes,
- pour les contractuels de droit public, 38 ans pour les femmes et 35 ans pour les hommes,
- pour les marins, 43 ans.

La durée du travail est conforme aux dispositions du décret du 12 juillet 2001, relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la Fonction Publique, pour une durée hebdomadaire de 38 h 00 depuis le 1er janvier 2022 pour un temps complet, soit 1 607 heures annuelles assorties des RTT.

Au sein de notre Syndicat, 65 agents travaillent à temps complet (32 femmes et 36 hommes) et 8 à temps partiel (8 femmes).

| Temps de travail | Titulaires | Contractuels | Marins | Total | % | ETP |
|-------------------|------------|--------------|----------|-----------|------------|-----------|
| Temps complet | 37 | 22 | 6 | 65 | 85,53 | 65 |
| Temps partiel | 7 | 1 | 0 | 8 | 10,53 | 9 |
| Temps non complet | 0 | 3 | 0 | 3 | 3,95 | 0 |
| TOTAL | 44 | 26 | 6 | 76 | 100 | 74 |

| PERSONNEL SIBA Titulaires + Contractuels + Marins | | | | | |
|---|-----------|--------------|-----------|--------------|-----------|
| Temps de travail | Hommes | % | Femmes | % | % TOTAL |
| Complet | 36 | 47,37 | 32 | 42,11 | 89,47 |
| Partiel | 0 | 0,00 | 8 | 10,53 | 10,53 |
| Non complet | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL | 36 | 47,37 | 40 | 52,63 | 76 |

À ce jour, 48 agents de la Collectivité ont suivi des formations durant l'année 2023, soit 20 hommes et 28 femmes. Le tableau ci-dessous récapitule par catégories le nombre d'agents ayant fait des formations, (formations d'intégration, de professionnalisation, de perfectionnement ainsi que la préparation au concours et



examens professionnels), soit 70% des titulaires et 53% des contractuels de droit public. Par genre, 56% d'hommes et 70% de femmes ont suivi ces formations, ce qui représente, sur l'ensemble des agents de la Fonction Publique Territoriale, 63 % de l'effectif.

| FORMATIONS 2023 en Nbre d'Agents | | | | | | | |
|----------------------------------|------------|----|-------|--------------|----|-------|-------|
| Catégories | TITULAIRES | | | CONTRACTUELS | | | TOTAL |
| | H | F | Total | H | F | Total | |
| A | 2 | 4 | 6 | 1 | 6 | 7 | 13 |
| B | 8 | 7 | 15 | 4 | 5 | 9 | 24 |
| C | 4 | 6 | 10 | 1 | 0 | 1 | 11 |
| Total | 14 | 17 | 31 | 6 | 11 | 17 | 48 |

DEPENSES DE PERSONNEL

Il est précisé que ces éléments de comparaison peuvent se rapporter à l'exercice en cours ou au dernier exercice connu. Il vous est donc présenté un tableau relatif à certains éléments de rémunération des années antérieures.

| DEPENSES DE PERSONNEL (Titulaires-stagiaires-contractuels droit public+ marins) | | | | | | | |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|--------------------------|
| Eléments de rémunération | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | % Augmentation 2021/2022 |
| Traitements indiciaires | 1 673 491 | 1 824 015 | 1 865 698 | 1 858 592 | 1 863 852 | 1 887 589 | 1,27 |
| Régime Indemnitaire | 520 722 | 572 728 | 594 638 | 640 742 | 688 136 | 713 024 | 3,62 |
| Bonification indiciaire | 5 339 | 5 342 | 5 342 | 5 342 | 5 342 | 12 430 | 132,68 |
| Heures supplémentaires rémunérées | 6 635 | 7 790 | 12 584 | 7 078 | 13 029 | 7 969 | -38,84 |

Afin de compléter notre analyse, il vous est présenté un tableau récapitulatif par année les dépenses du personnel du Syndicat (chapitre 012), permettant de comparer les inscriptions budgétaires, ainsi que l'évolution de la masse salariale. Pour l'année 2023, elle est estimée à hauteur de 4 412 000 €.

| MASSE SALARIALE € courant | | | | | | | |
|---------------------------|-----------------------------|---|-------|-----------|-------------|------------------------------|--------------------|
| ANNEES | INSCRIPTION BUDGET PRIMITIF | Augmentation BP d'une année sur l'autre | | REALISES | | % exécutés par rapport au BP | EFFECTIF AU 31 /12 |
| | | EUROS | % | Masse | Evolution % | | |
| 2015 | 3 253 000 | | | 3 033 048 | | 93,24% | 62 |
| 2016 | 3 311 200 | 58 200 | 1,79% | 3 169 157 | 4,49 | 95,71% | 64 |
| 2017 | 3 437 025 | 125 825 | 3,80% | 3 418 255 | 7,86 | 99,45% | 67 |
| 2018 | 3 729 400 | 292 375 | 8,51% | 3 619 901 | 5,90 | 97,06% | 71 |
| 2019 | 3 798 000 | 68 600 | 1,84% | 3 773 920 | 4,25 | 99,37% | 72 |
| 2020 | 4 010 000 | 212 000 | 5,58% | 3 801 207 | 0,72 | 94,79% | 72 |
| 2021 | 4 282 000 | 272 000 | 6,78% | 4 126 200 | 8,55 | 96,36% | 76 |
| 2022 | 4 341 000 | 59 000 | 1,38% | 4 248 785 | 2,97 | 97,88% | 76 |
| *2023 | 4 446 000 | 105 000 | 2,42% | 4 412 000 | 3,84 | 99,24% | 76 |
| 2024 | 4 577 000 | 131 000 | 2,95% | | | | |
| | | | | | | | |

* salaires mandatés jusqu'en octobre et simulés jusqu'en décembre



En 2024, notre masse salariale va évoluer d'environ 2,95% (4 577 000 €) sachant que plusieurs dispositifs légaux s'imposent à notre collectivité, à savoir :

- le RIFSEEP composé de deux parties, à savoir, l'IFSE (indemnité de fonctions, de sujétion et d'expertise) permettant de valoriser l'exercice des fonctions en prenant en compte les critères professionnels des agents ainsi que l'expérience professionnelles et le C.I.A. (complément indemnitaire annuel dont le versement est facultatif), lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir, s'applique désormais à l'ensemble des cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale, conformément aux dispositions du décret n° 2020-182 du 27 février 2020 ;
- l'impact du Glissement Vieillesse et Technicité (GVT) issu du déroulement de carrière des agents de notre collectivité (avancements d'échelons, de grades, changement de cadres d'emplois).
- l'attribution de 5 points d'indice à tous les agents, à partir de janvier 2024, soit environ 25 euros de plus par mois par agent.
- la prime exceptionnelle forfaitaire pour le pouvoir d'achat dans la fonction publique territoriale, n'est pas obligatoire mais optionnelle, prime qui fera l'objet d'une délibération si le Syndicat souhaite la mettre en place.

Il est important de rappeler que le Syndicat est subventionné à hauteur de 80 % pour 3 postes Gémapiens, (concernant le PAPI, RéZHiience et l'érosion), les 20 % restants sont financés par les deux Communautés d'agglomération ; de même, un poste est financé à 100% par le pôle de recherche de l'assainissement collectif. Par ailleurs, 4 personnes, comprises dans l'effectif du SIBA sont en maladie longue durée.

Ainsi la masse salariale du Syndicat représente 40% des dépenses réelles de fonctionnement du budget consolidé (11 550 000 €).

c. Les Épargnes

L'autofinancement brut représente les économies réelles réalisées en section de fonctionnement, (différence entre les recettes et les dépenses réelles).

Il permet de financer le remboursement du capital des emprunts en section d'investissement. Le reliquat représente l'autofinancement net et permet de financer en partie les opérations d'investissement.

À noter que le montant du virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement ne correspond pas systématiquement à l'autofinancement brut, en raison des opérations d'ordre qui influent sur l'équilibre de chaque section et donc sur le virement.

➤ Budget Principal

L'épargne brute fluctue en fonction des dépenses à caractère général et des emprunts contractés dont l'annuité impacte le capital et les intérêts de la dette en année N+1. Le SIBA, pour faire face à ses investissements, a emprunté, de 2019 à 2022, environ 12 915 000 € ce qui implique une baisse régulière de son épargne.



Pour mémoire, la baisse de l'épargne brute en 2019 était impactée par la régularisation d'un litige pour un coût de 630 000 € (démoustication de 2015 à 2018).

Pour rappel, le virement à la section d'investissent en 2023 était de l'ordre de 1 520 000 €.

| M57 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023* |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 1. EPARGNE DE GESTION =recettes réelles de fonct - dépenses réelles de fonct | 2 279 862 | 2 841 898 | 2 505 618 | 3 227 425 | 3 512 947 |
| 2. Frais financiers (intérêts avances remboursables + autres charges)(66) | 78 692 | 129 493 | 127 437 | 135 599 | 135 000 |
| 3. EPARGNE BRUTE (1-2) | 2 201 171 | 2 712 405 | 2 378 181 | 3 091 827 | 3 377 947 |
| 4. Remboursement en capital (avances + emprunts) | 205 640 | 481 666 | 983 765 | 1 133 811 | 1 163 526 |
| 5. Autofinancement courant (3-4) = autofinan net | 1 995 531 | 2 230 739 | 1 394 416 | 1 958 016 | 2 214 420 |

➤ **Budget annexe du service de l'assainissement collectif**

En 2023, l'épargne brute estimée serait de l'ordre de 11 630 562 €, les fluctuations constatées sont dues à la vie du contrat de délégation de service public.

Pour mémoire, le virement en 2023 était de 4 947 000 €.

| M49 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023* |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|
| 1. EPARGNE DE GESTION =recettes réelles de fonct - dépenses réelles de fonct | 10 724 872 | 10 197 552 | 13 062 391 | 11 677 687 | 12 115 562 |
| 2. Frais financiers (intérêts avances remboursables + autres charges)(66) | 268 726 | 530 355 | 441 945 | 567 489 | 485 000 |
| 3. EPARGNE BRUTE (1-2) | 10 456 146 | 9 667 198 | 12 620 446 | 11 110 198 | 11 630 562 |
| 4. Remboursement en capital (avances + emprunts) | 938 929 | 1 974 996 | 2 032 605 | 2 033 674 | 1 941 227 |
| 5. Autofinancement courant (3-4) = autofinan net | 9 517 217 | 7 692 202 | 10 587 841 | 9 076 523 | 9 689 335 |

➤ **Le Budget annexe du service dragage n'a pas d'autofinancement et le Budget SPANC n'a pas de section d'investissement.**



II. OPERATIONS PREVISIONNELLES D'INVESTISSEMENT ET AUTORISATIONS DE PROGRAMME ENVISAGEES

En dépenses d'investissement, le SIBA doit poursuivre les travaux engagés et maintenir un niveau d'investissement minimum pour répondre à ses engagements pour un montant de **28 225 000 €** ; aussi les grosses opérations d'investissement 2024, seraient réparties comme suit :

➤ Budget Principal

| OPERATIONS | PREVISIONS 2024 | MONTANT |
|------------|---|--------------------|
| OPE 0032 | Valorisation des Sédiments de dragage | 3 360 000 € |
| OPE 0027 | Projet Etat/Région | 1 640 000 € |
| OPE 0012 | Eaux Pluviales | 1 500 000 € |
| OPE 0011 | Réensablement des Plages | 1 050 000 € |
| OPE 0033 | GEMAPI COBAN | 750 000 € |
| OPE 0031 | GEMAPI COBAS | 450 000 € |
| OPE 0013 | Travaux de Dragage hydraulique | 320 000 € |
| OPE 0034 | Acquisition et grosses réparations sur le Siège et le Site de Biganos | 300 000 € |
| OPE 0028 | Etudes et acquisitions environnementales | 140 000 € |
| OPE 0017 | Désenvasement des ports | 100 000 € |
| OPE 0025 | Balisage intra-Bassin | 70 000 € |
| OPE 0010 | Dessablage de la Leyre | 60 000 € |
| OPE 0016 | Matériels et équipements nautiques | 50 000 € |
| OPE 0026 | Pôle de Ressources numériques (SIG) | 40 000 € |
| OPE 0023 | Promotion du Bassin d'Arcachon | 30 000 € |
| OPE 0022 | Balisage des Passes | 30 000 € |
| OPE 0035 | Supervision SIBA | 20 000 € |
| | TOTAL | 9 910 000 € |

Deux autorisations de programme pour l'année 2024, seront créées, à savoir :

- la construction de l'UGS de Césarée, sur la Commune de Gujan-Mestras, montant des travaux estimés à 3 500 000 € TTC sur une période de 2 ans.
- la construction de moyens maritimes pour le nettoyage du domaine public maritime (DPM), montant des travaux estimés à 6 000 000 € TTC, sur une période de 3 ans. Les autorisations déjà existantes seront modifiées au moment du vote du budget.

Aussi, pour rappel, la nomenclature M57 modifie le chapitre « dépenses imprévues » : il est remplacé par une **autorisation de programme de « dépenses imprévues »** pour faire face à des événements fortuits en section d'investissement, dans la limite de 2% des dépenses réelles de la section d'investissement.

Ces mouvements sont pris en compte dans le plafond des 7,5% des dépenses réelles de la section limitant les mouvements de crédits de chapitre à chapitre. En cas d'imprévu,



l'assemblée délibérante peut affecter cette Autorisation de programme à des opérations d'investissement rendues nécessaires par cet évènement (dépenses directes d'investissement et subventions d'équipement). En l'absence d'engagement, constaté à la fin de l'exercice, l'AP est **obligatoirement** annulée à la fin de l'exercice.

De plus, le SIBA étant amené à travailler pour le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon, une opération pour compte de tiers, opération d'investissement équilibrée tant en recettes qu'en dépenses, restera ouverte en 2024, pour un montant de **200 000 €**.

➤ Budget annexe de l'assainissement collectif

Pour mémoire, le SIBA a signé, le 13 octobre 2020, un nouveau contrat de délégation de service public (DSP), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2021, avec la société « SB2A » appelée ELOA, pour une durée de 6 ans et qui s'achèvera en décembre 2026.

Pour les communes de MIOS et MARCHEPRIME, un nouveau contrat de DSP est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2022 et s'achèvera en 2026.

Au 1^{er} janvier 2024, les tarifs de la collectivité pourraient être harmonisés dans la continuité du processus initié en 2023.

En récapitulatif, le budget M49 a donc un mode de gestion de délégation de service public avec au 1^{er} janvier 2024 :

- SB2A (Eloa), pour les 10 communes riveraines du Bassin d'Arcachon,
- SUEZ pour les communes de Mios et Marcheprime.

Au terme de l'année 2026, une nouvelle Délégation de Service Public pourrait embarquer la totalité du périmètre du SIBA, soit les 12 communes.



Enfin, vous trouverez les prévisions d'investissements suivants pour 2024 :

| OPERATIONS | PREVISIONS 2024 | MONTANT |
|------------|--|---------------------|
| OPE 030 | Mios | 6 150 000 € |
| OPE 001 | Collecteur Principal | 3 600 000 € |
| OPE 007 | Rénovation de canalisation - travaux avec Tranchée | 2 800 000 € |
| OPE 011 | Stations de pompage | 1 300 000 € |
| OPE 023 | Réseaux de collecte - extension | 1 100 000 € |
| OPE 006 | Réseaux de collecte - AOV | 600 000 € |
| OPE 017 | Bassins de sécurité | 600 000 € |
| OPE 015 | Wharf de la Salie | 600 000 € |
| OPE 009 | Stations d'épuration | 580 000 € |
| OPE 003 | Collecteur Principal - grosses réparations | 250 000 € |
| OPE 008 | Rénovation de canalisation - travaux sans Tranchée | 200 000 € |
| OPE 040 | Marcheprime | 150 000 € |
| OPE 024 | EAU'ditorium | 100 000 € |
| OPE 016 | Lutte contre l'H2S | 80 000 € |
| OPE 013 | Télégestion | 30 000 € |
| OPE 022 | Investissement liés au contrat d'affermage | 30 000 € |
| OPE 014 | Murets techniques | 20 000 € |
| OPE 020 | Récupération des eaux noires (navires) | 5 000 € |
| | TOTAL | 18 195 000 € |

Une nouvelle autorisation de programme pour l'année 2024, sera probablement nécessaire pour la construction d'une station d'épuration à Lacanau de Mios sur la Commune de MIOS, montant estimé de 6 000 000 € HT sur une période de 2 ans ; les autorisations déjà existantes seront alors modifiées au moment du vote du budget.

➤ Budget Annexe du service dragage

Le budget investissement du budget annexe du service dragage est consacré exclusivement à l'achat de matériels pour les navires.

| OPERATION | PREVISIONS 2024 | MONTANT |
|-----------|--------------------------------------|-----------|
| OPE 010 | DRAGUE | 120 000 € |
| | <i>Insertion BOAMP</i> | |
| | <i>Matériels de Transports</i> | |
| | <i>Matériels divers</i> | |
| | <i>Achat de Canalisations</i> | |
| | <i>Achat de Manchettes spéciales</i> | |

Il n'y aura pas de vote d'autorisation de programme en investissement pour ce budget Annexe.

Budget annexe du service de l'assainissement non collectif

Ce budget annexe ne comporte pas de section d'investissement.

**III. STRUCTURE ET GESTION DE LA DETTE****➤ Budget Principal**

La dette se compose de 6 emprunts à taux fixe.

Pour Mémoire, le Syndicat a exercé l'option de passage d'un emprunt de 815 000 € sur 20 ans assorti d'un taux variable sur l'euribor 12 mois + 0,36 de marge, à un taux fixe de 3,63%, sans frais, le 1^{er} juillet 2023, avec la caisse Française de Financement Local.

La structure de l'encours sera de **10 867 742,71 €** au 1^{er} janvier 2024, après paiement de l'annuité ; l'encours restant au 31 décembre 2024, sera de **9 698 879,60 €**.

La répartition de l'encours par prêteur est la suivante :

| | au 01/01/2024 | répartition en % |
|---------------------------------------|----------------------|------------------|
| Crédit Foncier | 387 253,92 | 3,6 |
| Caisse d'Epargne Aquitaine Nord | 497 191,60 | 4,6 |
| Caisse Française de Financement Local | 3 780 916,68 | 34,8 |
| Crédit Agricole | 3 592 380,51 | 33,1 |
| Arkéa Banque | 2 610 000,00 | 24,0 |
| TOTAL | 10 867 742,71 | |

| POUR MÉMOIRE | CLASSIFICATION GISSLER |
|--|------------------------|
| Caisse d'Epargne - Mise en sécurité du CET d'Audenge - année 2009 emprunt de 1 300 000 € sur 20 ans - taux fixe de 4,55 % | A1 |
| Crédit Foncier - construction de la drague + Bâtiment SIHS - année 2011 emprunt de 2 000 000 € sur 15 ans - taux fixe de 4,37% | A1 |
| Banque Postale - créance cédée à la Caisse Française de Financement Local Investissement 2019 emprunt de 4 100 000 € sur 15 ans - taux fixe de 0,95% | A1 |
| Crédit Agricole - Investissement 2020 - année 2020 emprunt de 5 100 000 € sur 10 ans - taux fixe de 0,42% | A1 |
| Arkea Banque - investissement 2021 - année 2021 emprunt de 2 900 000 € sur 20 ans - taux fixe de 0,62% | A1 |
| Banque Postale - créance cédée à la Caisse Française de Financement Local Investissement 2022 emprunt de 815 000 € sur 20 ans - taux fixe de 3,63% | A1 |

La classification "GISSLER", dite charte de bonne conduite est destinée à favoriser une meilleure compréhension des produits proposés aux collectivités, cette classification permet de les ranger selon une matrice à double entrée ; le chiffre (de 1 à 5) traduit la complexité de l'indice servant au calcul des intérêts de l'emprunt et la lettre (de A à E) exprime le degré de complexité de la formule de calcul des intérêts. Par extension, la circulaire du 25 juin 2010 définit une catégorie "hors charte" F6 qui regroupe tous les produits déconseillés par la charte et que les établissements signataires se sont engagés à ne plus commercialiser.



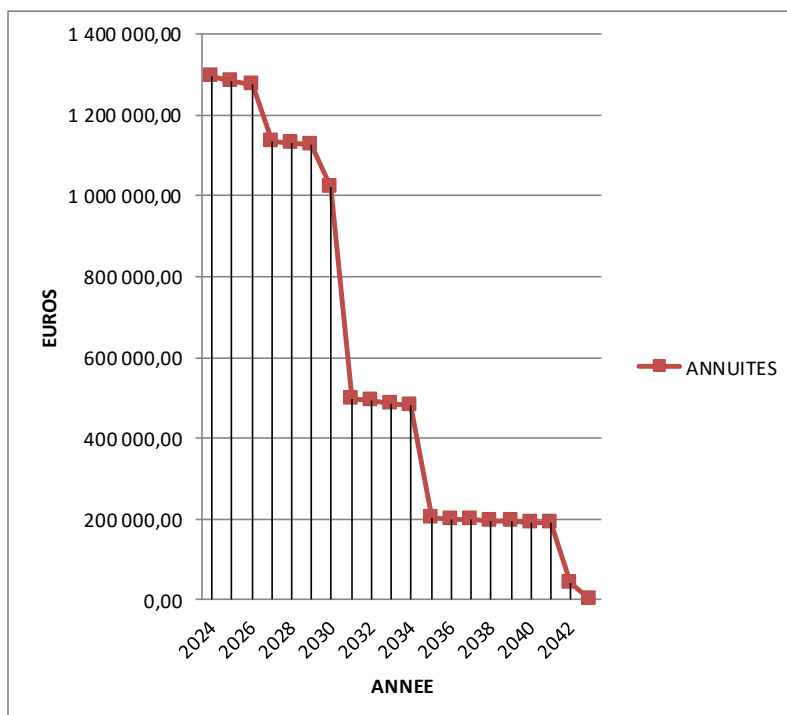
On peut constater que la dette du Budget Principal a augmenté depuis 2020 ; en effet, le Syndicat emprunte depuis 2019 pour ses programmes d'investissement, sauf pour l'année 2023 où celui-ci n'a pas recouru à l'emprunt afin d'anticiper sur les projets à venir. L'annuité passe ainsi de 1 289 762 € en 2023 à **1 296 582 €** en 2024.

| ANNEES | MONTANT ANNUITES (€) | | | |
|--------|----------------------|-------------|-----------|-----------------------------|
| | EMPRUNTS (€) | AVANCES (€) | TOTAL (€) | % D'AUGMENTATION PAR ANNEES |
| 2015 | 294 267 | 46 216 | 340 483 | -2,62 |
| 2016 | 288 547 | 19 995 | 308 542 | -9,38 |
| 2017 | 282 985 | 17 373 | 300 358 | -2,65 |
| 2018 | 277 109 | 17 373 | 294 482 | -1,96 |
| 2019 | 271 390 | 17 373 | 288 763 | -1,94 |
| 2020 | 580 009 | 17 373 | 597 383 | 106,88 |
| 2021 | 1 091 587 | 16 222 | 1 107 809 | 85,44 |
| 2022 | 1 246 157 | | 1 246 157 | 12,49 |
| 2023 | 1 289 762 | | 1 289 762 | 3,50 |
| 2024 | 1 296 582 | | 1 296 582 | 0,53 |

Cette annuité 2024 se décomposera en capital pour 1 168 863,11 €, en Intérêts pour 127 718,86 €.

L'extinction de la dette se poursuivra régulièrement jusqu'en 2030, pour se réduire de façon significative d'environ 526 000 € en 2031, de 278 000 € en 2035 et de 147 000 € en 2042 due à l'arrêt successif d'emprunts arrivant à échéance, pour s'éteindre en 2043.

| ANNEES | DETTE BUDGET PRINCIPAL |
|--------|------------------------|
| 2024 | 1 296 581,97 |
| 2025 | 1 285 919,08 |
| 2026 | 1 275 193,44 |
| 2027 | 1 135 414,60 |
| 2028 | 1 130 439,72 |
| 2029 | 1 125 464,82 |
| 2030 | 1 023 939,68 |
| 2031 | 497 109,70 |
| 2032 | 492 134,81 |
| 2033 | 487 159,91 |
| 2034 | 482 185,08 |
| 2035 | 203 876,80 |
| 2036 | 201 498,57 |
| 2037 | 199 120,35 |
| 2038 | 196 742,13 |
| 2039 | 194 363,90 |
| 2040 | 191 985,68 |
| 2041 | 189 607,45 |
| 2042 | 42 229,23 |



Budget annexe du service de l'assainissement collectif

Pour l'autorité compétente par délégation

La dette, au 1^{er} janvier 2024, se compose de 4 avances remboursables, de 15 emprunts à taux fixe et un emprunt indexé sur le livret A, soit 20 contrats au total.

Pour mémoire : Le Syndicat a renégocié, avec la Caisse Française de Financement Local, un emprunt à taux structurés qui impactait fortement son budget annexe du service de l'assainissement collectif, vers un taux fixe de 3,29%, avec une indemnité de sortie de 372 334,42 € qui a été recapitalisée sur l'emprunt.

La structure de l'encours sera de **19 805 059,13 €** au 1^{er} janvier 2024, après paiement de l'annuité ; l'encours restant au 31 décembre 2024 sera de **17 750 180,80 €**.

La répartition de l'encours par prêteur est la suivante :

| | au 01/01/2024 | répartition en % |
|---|----------------------|------------------|
| Agence de l'Eau Adour Garonne | 447 737,50 | 2,3 |
| Crédit Agricole | 1 453 297,26 | 7,3 |
| Caisse des dépôts et consignations | 367 200,00 | 1,9 |
| Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou Charentes | 4 339 216,15 | 21,9 |
| Caisse française de financement local | 13 197 608,22 | 66,6 |
| TOTAL | 19 805 059,13 | |

L'annuité sera de 2 388 221,05 € en 2024, soit une légère hausse de 1,04 % par rapport à 2023.

| ANNEES | MONTANT ANNUITES (€) | | | REMBOURSEMENTS D'ANNUITES (€) | | RESULTATS (€) | |
|--------|----------------------|-------------|-----------|-------------------------------|-----------|---------------------|-----------------------------|
| | EMPRUNTS (€) | AVANCES (€) | TOTAL (€) | DEPARTEMENT (€) | TOTAL (€) | ANNUITES NETTES (€) | % D'AUGMENTATION PAR ANNEES |
| 2015 | 1 531 665 | 54 994 | 1 586 659 | 22 774 | 22 774 | 1 563 885 | |
| 2016 | 1 494 515 | 54 994 | 1 549 509 | 22 774 | 22 774 | 1 526 735 | -2,38 |
| 2017 | 1 455 907 | 54 994 | 1 510 901 | 22 774 | 22 774 | 1 488 127 | -2,53 |
| 2018 | 978 862 | 54 994 | 1 033 856 | 22 774 | 22 774 | 1 011 082 | -32,06 |
| 2019 | 1 113 819 | 54 994 | 1 168 813 | 22 774 | 22 774 | 1 146 039 | 13,35 |
| 2020 | 2 301 307 | 130 244 | 2 431 551 | 22 774 | 22 774 | 2 408 777 | 110,18 |
| 2021 | 2 330 426 | 121 064 | 2 451 490 | 22 774 | 22 774 | 2 428 716 | 0,83 |
| 2022 | 2 298 064 | 121 064 | 2 419 128 | - | - | 2 419 128 | -0,39 |
| 2023 | 2 280 548 | 83 117 | 2 363 664 | - | - | 2 363 664 | -2,29 |
| 2024 | 2 312 971 | 75 250 | 2 388 221 | - | - | 2 388 221 | 1,04 |

Cette annuité pour l'année 2023 se décomposera en capital pour 2 054 878,33 €, en intérêts pour 333 342,72 € (somme des intérêts susceptible de varier en raison de l'emprunt indexé sur le livret A).

Concernant l'extinction de la dette, il y aura trois paliers à enregistrer en capital, une baisse entre 2030 et 2031 de l'ordre de 215 000 €, une autre plus conséquente entre 2032 et 2033 de l'ordre de 625 000 €, et une dernière entre 2034 et 2035 de l'ordre de 718 000 € en raison d'emprunts et avances qui arriveront à échéance. La dette du Syndicat est en amortissements constants, la dette intégrée est en annuités constantes avec des amortissements progressifs ce qui explique les variations du capital.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/12/2023

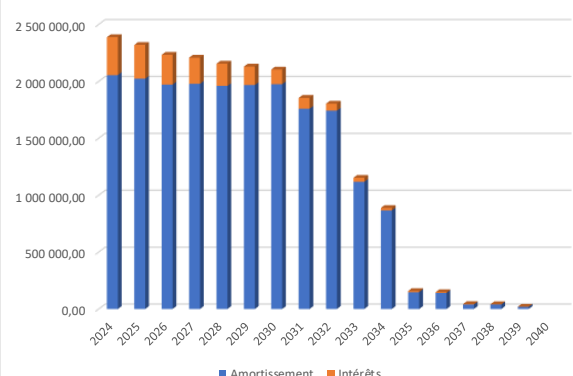
Tableau Prévisionnel

Pour l'autorité compétente par délégation



| Exercice | Encours de dette | Amortissement | Intérêts | Annuité | Encours Fin |
|----------|------------------|---------------|--------------|---------------|---------------|
| 2024 | 19 805 059,13 | 2 054 878,33 | 333 342,72 | 2 388 221,05 | 17 750 180,80 |
| 2025 | 17 750 180,80 | 2 023 443,68 | 296 986,56 | 2 320 430,24 | 15 726 737,12 |
| 2026 | 15 726 737,12 | 1 972 132,01 | 261 103,41 | 2 233 235,42 | 13 754 605,11 |
| 2027 | 13 754 605,11 | 1 979 187,74 | 228 511,02 | 2 207 698,76 | 11 775 417,37 |
| 2028 | 11 775 417,37 | 1 960 071,76 | 195 605,03 | 2 155 676,79 | 9 815 345,61 |
| 2029 | 9 815 345,61 | 1 967 465,33 | 162 355,04 | 2 129 820,37 | 7 847 880,28 |
| 2030 | 7 847 880,28 | 1 975 037,40 | 128 886,17 | 2 103 923,57 | 5 872 842,88 |
| 2031 | 5 872 842,88 | 1 759 930,72 | 95 145,96 | 1 855 076,68 | 4 112 912,16 |
| 2032 | 4 112 912,16 | 1 742 326,28 | 61 922,70 | 1 804 248,98 | 2 370 585,88 |
| 2033 | 2 370 585,88 | 1 117 176,04 | 35 458,58 | 1 152 634,62 | 1 253 409,84 |
| 2034 | 1 253 409,84 | 865 958,62 | 21 336,35 | 887 294,97 | 387 451,22 |
| 2035 | 387 451,22 | 147 196,70 | 10 501,66 | 157 698,36 | 240 254,52 |
| 2036 | 240 254,52 | 141 254,52 | 6 497,70 | 147 752,22 | 99 000,00 |
| 2037 | 99 000,00 | 39 600,00 | 3 475,40 | 43 075,40 | 59 400,00 |
| 2038 | 59 400,00 | 39 600,00 | 1 839,92 | 41 439,92 | 19 800,00 |
| 2039 | 19 800,00 | 19 800,00 | 306,66 | 20 106,66 | 0,00 |
| 2040 | | | | | |
| | 19 805 059,13 | | 1 843 274,88 | 21 648 334,01 | |

PROJECTION DE LA DETTE



➤ **POUR INFORMATION** : les Budgets Annexes du service dragage et de l'assainissement non collectif n'ont pas de dette.

➤ La Consolidation de la dette SIBA

En additionnant la dette du Budget Principal et celle du Budget Annexe du service de l'Assainissement Collectif, la structure de l'encours sera de **30 672 801,84 €** au 1^{er} janvier 2024, et après paiement des annuités, l'encours restant au 31 décembre 2024, sera de **27 449 060,40 €**.

La capacité de désendettement mesure le nombre d'années d'épargne nécessaire au remboursement de la dette. Elle se calcule en divisant l'encours de la dette par l'épargne brute (différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles moins les intérêts de la dette).

La capacité de désendettement (établie sur le compte financier unique 2023 estimé) est d'environ de trois années et demie pour le Budget principal et de deux ans pour le Budget annexe du service de l'assainissement collectif comme indiqué dans les tableaux ci-dessous.

| M 57 - BUDGET PRINCIPAL | | | | | |
|-------------------------------------|-----------|------------|------------|------------|------------|
| au 31 /12 /N - Compte Administratif | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023* |
| Encours de dette | 5 815 511 | 10 433 845 | 12 350 080 | 12 031 269 | 10 867 743 |
| Epargne Brute | 2 201 171 | 2 712 405 | 2 378 181 | 3 091 827 | 3 377 947 |
| Capacité de désendettement | 2,64 | 3,85 | 5,19 | 3,89 | 3,22 |
| * CFU 2023 estimé | | | | | |

| M 49 - BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF | | | | | |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|
| au 31 /12 /N - Compte Administratif | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023* |
| Encours de dette | 21 247 757 | 25 440 232 | 23 407 627 | 21 373 952 | 19 805 059 |
| Epargne Brute | 10 456 146 | 9 667 198 | 12 620 446 | 11 110 198 | 11 630 562 |
| Capacité de désendettement | 2,03 | 2,63 | 1,85 | 1,92 | 1,70 |
| * CFU 2023 estimé | | | | | |



PERSPECTIVE D'EMPRUNT

Le Syndicat aura recours à l'emprunt pour son budget principal en raison des travaux annoncés sur l'unité de gestion des sédiments de Gujan-Mestras et la construction des moyens maritime pour le DPM à hauteur de 4 000 000 € environ.

IV. SYNTHÈSE

Pour l'année 2024, le Syndicat poursuit son programme de travaux : il confirme ainsi sa vocation de syndicat d'investissement au regard de ses projets actuels et futurs, en projetant **28 000 000 €** de travaux pour cette année.

Au titre de son Budget Principal, le SIBA reste mobilisé sur la gestion des eaux pluviales, avec une recherche active de subventions afin d'améliorer la protection contre les inondations.

Les membres COBAS et COBAN prévoient d'augmenter leur contribution pour permettre la réalisation de 2 projets structurants pour le territoire : la construction de l'UGS de Césarée et la réhabilitation du DPM.

Le Budget Annexe du service dragage connaît quelques difficultés dans le sens où la demande de travaux ne couvre pas l'année à ce stade des prévisions cependant, le projet de réhabilitation du DPM permettra de déployer les moyens humains et matériels du SIBA sur ce nouvel objectif.

L'activité relative à l'assainissement des eaux usées s'exprime essentiellement par la nécessité de compléter la sécurisation du réseau principal d'eaux usées et la construction de la station d'épuration de Lacanau de Mios.

Aussi, au vu de ces données, je vous invite, mes chers collègues, à débattre sur ce rapport d'orientations budgétaires pour l'exercice 2024.